

. Nb 8546

EXPEDITION

S.C.P. J.-F. SABOURIN et Associés
HUISSIERS DE JUSTICE
110, Av. G.-Péri, 93582 ST-QUEN CEDEX
Tél. : 01 49 48 17 30

Aff'CL / SCI CHARAZA IMMO (LOT 4) - MTC/SC 0022846

**ASSIGNATION DEVANT LE JUGE DE L'EXECUTION
STATUANT EN MATIERE DE SAISIE IMMOBILIERE
DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTAISE**

L'AN DEUX MILLE SEIZE ET LE

VINGT \equiv JUIN**A LA REQUETE DE**

Le **CREDIT LYONNAIS**, S.A. au capital de 1.847.860.375 €, dont le siège social est à LYON (Rhône) 18 rue de la République et le siège central à VILLEJUIF (94) 20 avenue de Paris, inscrit au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro B 954 509 741 agissant poursuites et diligences de son Directeur Général.

Pour lequel domicile est élu chez Maître Paul BUISSON, de l'Association BUISSON & ASSOCIÉS, Avocat au Barreau du Val d'Oise, demeurant à PONTOISE (95300), 29 rue Pierre Butin, lequel se constitue et occupera sur le présent commandement et ses suites et en outre, au Cabinet de Maître Magali TARDIEU CONFAYREUX, Avocat au Barreau de Paris, demeurant 21 rue d'Artois - 75008 PARIS.

J'AI, La SCP Jean-François SABOURIN, Pierrette PELTIER-SABOURIN, Sophie SABOURIN, Nathalie VAYSSOU, HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIÉS, 110, AV. G.-Péri, 93400 ST-QUEN par l'un d'eux sousigné

DONNE ASSIGNATION A :

La société dénommée **CHARAZA IMMO**, société civile immobilière au capital de 600 €, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le n°508.515.996, dont le siège social est sis 137 bis avenue de Stalingrad à 93240 STAINS, prise en la personne de ses représentants légaux y domiciliés

où étant et parlant à : **COMME IL EST DIT CI-APRÈS**

D'AVOIR A COMPARAITRE LE JEUDI 15 SEPTEMBRE 2016 A 14H00.

à l'audience d'orientation du Juge de l'exécution, statuant en matière de saisie immobilière, du Tribunal de grande instance de PONTOISE, siégeant au Palais de Justice de ladite ville, Cité judiciaire 3 rue Victor Hugo à 95300 PONTOISE (salle n°11).

TRES IMPORTANT

Cette affaire est inscrite à l'audience d'orientation du Juge de l'exécution statuant en matière de saisie immobilière du Tribunal de grande instance de PONTOISE, au Palais de Justice de ladite ville, Cité judiciaire 3 rue Victor Hugo à 95300 PONTOISE, du 15 septembre 2016.

Vous êtes tenue de comparaître à l'audience d'orientation soit personnellement, soit par le ministère d'un avocat inscrit au barreau de PONTOISE.

A peine d'irrecevabilité, toute contestation ou demande incidente doit être déposée au greffe du Juge de l'exécution par conclusions d'avocat au plus tard lors de l'audience.

La communication des conclusions et des pièces entre avocats est faite dans les conditions prévues par l'article 815 du Code de procédure civile. La communication des conclusions est faite par signification au débiteur qui n'a pas constitué avocat.

L'audience d'orientation a pour objet d'examiner la validité de la saisie, de statuer sur les contestations et demandes incidentes liées à celle-ci et de déterminer les modalités selon lesquelles la procédure sera poursuivie.

A défaut d'être présente ou représentée par un avocat à l'audience, la procédure sera poursuivie en vente forcée, sur les seules indications fournies par le créancier.

Et à mêmes requête, demeure et élection de domicile, JE, VOUS FAIS SOMMATION de prendre connaissance des conditions de la vente figurant dans le cahier des conditions de vente qui peut être consulté au greffe du Juge de l'exécution où il sera déposé le cinquième jour ouvrable au plus tard après l'assignation ou au cabinet de Maître Paul BUISSON, de l'Association BUISSON & ASSOCIES, Avocat au Barreau du Val d'Oise, demeurant à PONTOISE (95300), 29 rue Pierre Butin.

La mise à prix a été fixée dans le cahier des conditions de vente à la somme de 15.600 € (QUINZE MILLE SIX CENT EUROS).

Vous avez la possibilité d'en contester le montant pour insuffisance manifeste.

Vous pouvez demander au Juge de l'exécution à être autorisé à vendre le bien saisi à l'amiable à condition de justifier qu'une vente non judiciaire peut être conclue dans des conditions satisfaisantes.

Conformément à l'article R322-5 du Code des procédures civiles d'exécution, il est rappelé les dispositions suivantes :

Article R. 322-16 du Code des procédures civiles d'exécution :

« La demande du débiteur tendant à la suspension de la procédure de saisie immobilière en raison de sa situation de surendettement est formée dans les conditions prévues par l'article R. 331-11-1 du code de la consommation ».

Article R 322-17 du Code des procédures civiles d'exécution :

« La demande du débiteur aux fins d'autorisation de la vente amiable de l'immeuble ainsi que les actes consécutifs à cette vente sont dispensés du ministère d'avocat. Cette demande peut être formulée verbalement à l'audience d'orientation ».

A la condition d'en faire préalablement la demande, vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle pour la procédure de saisie, si vous remplissez les conditions de ressources prévues par la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et le décret n°91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de cette loi.

OBJET DE LA DEMANDE

1) Agissant en vertu de la copie exécutoire d'un acte reçu par Maître Jean-Jacques MATHIEU, Notaire à STAINS (Seine Saint Denis), le 16 juillet 2009, contenant vente par Monsieur Bilal ZANZAN à la SCI CHARAZA IMMO et prêt par le CREDIT LYONNAIS au profit de cette dernière pour un montant en principal de 63.000 € et affectation hypothécaire des biens ci-après désignés.

Le CREDIT LYONNAIS a délivré à la SCI CHARAZA IMMO, suivant exploit de Maître Jean-François SABOURIN, membre de la S.C.P. J.-F. SABOURIN et ASSOCIES, huissiers de justice associés à SAINT OUEN, en date du 2 mars 2016, un commandement de payer valant saisie portant sur le bien immobilier suivant :

DESIGNATION DES BIENS

Telle qu'elle ressort de l'acte de Maître Jean-Jacques MATHIEU, Notaire à STAINS (Seine Saint Denis), en date du 16 juillet 2009.

A savoir :

Désignation de l'ensemble immobilier dont dépendent les biens :

Un ensemble immobilier situé à GARGES-LES-GONNESSES (Val d'Oise) 95140, 39-41 rue Marcel Bourgogne.

Ledit ensemble immobilier comprenant deux bâtiments dénommés « A » et « B », séparés par une cour, en bordure de la rue Marcel Bourgogne, sur laquelle elle porte le numéro 39.

Le bâtiment A situé en façade sur la rue Marcel Bourgogne où il porte 41 auquel on accède par un passage situé à gauche de l'immeuble est élevé en partie sur cave et comprend un rez-de-chaussée à usage commercial, deux étages carrés et un troisième étage mansardé avec accès par un escalier unique.

Courette intérieure.

Le bâtiment B situé à gauche dans la cour comprend six cabanons édifiés sur terre-plein.

A proximité de ce bâtiment, un local pour poubelle.

Cadastré : section AV n° 252, lieudit « 39 rue Marcel Bourgogne », pour une contenance de 63 ca, et AV n° 253, « lieudit « 41 rue Marcel Bourgogne », pour une contenance de 80 ca.

Total surface : 01a 43ca.

Désignation des biens :**Lot numéro quatre (4) :**

Dans le bâtiment A, au premier étage, porte face, un appartement comprenant : entrée, cuisine équipée, douche, wc, deux pièces.

Avec les 123/1000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Et les 124/1000èmes des parties communes particulières au bâtiment A.

Etat descriptif de division – règlement de copropriété

L'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par Maître LAURENT, Notaire à DEUIL LA BARRE (Val d'Oise) le 22 mars 1974, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de ERMONT (Val d'Oise), le 20 mai 1974 volume 6418 n° 12.

2) Au jour de la délivrance du commandement de payer valant saisie, la créance du CREDIT LYONNAIS s'établissait à la somme de de 55.760,32 €, suivant décompte arrêté au 16 novembre 2015.

La SCI CHARAZA IMMO n'a pas réglé les sommes dues dans le délai qui lui était imparti dans le commandement.

Le commandement de payer valant saisie a été publié au SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE DE SAINT-LEU-LA-FORET 2 le 27 avril 2016, volume 2016S numéro 51.

3) Le créancier poursuivant est dès lors recevable et fondé à assigner en vue de l'audience d'orientation, prescrite par les articles R322-15 à R322-19 du Code des procédures civiles

d'exécution, au cours de laquelle le Juge doit, après avoir entendu les parties présentes ou représentées :

- vérifier que les conditions des articles L311-2, L311-4 et L311-6 du Code des procédures civiles d'exécution sont réunies ;
- statuer sur les éventuelles contestations et demandes incidentes ;
- déterminer les modalités de poursuite de la procédure en autorisant la vente amiable à la demande du débiteur, si le Juge estime qu'elle peut être conclue dans des conditions satisfaisantes compte tenu de la situation du bien, des conditions économiques du marché et des diligences éventuelles du débiteur ou en ordonnant la vente forcée.

Le jugement à intervenir devant mentionner le montant de la créance du poursuivant, le créancier poursuivant précise donc que sa créance, au jour de l'audience d'orientation, s'établira à la somme de 57.760,59 € se décomposant comme suit :

| | |
|--|-------------|
| - Échéances impayées du 09/03/2015 au 09/07/2015 | 2.080,80 € |
| - Pénalités sur échéances échues et impayées | 14,18€ |
| - Règlements postérieurs à la date d'exigibilité des échéances | - 513,83 € |
| Sous total | 1.581,15 € |
| - Capital restant dû au 09/07/2015 | 50.632,36 € |
| - Indemnité de 7% sur le capital restant dû | 2.691,44 € |
| - Intérêts au taux de 4,60% au 15/09/2016 | 2.855,64 € |
| - Plus le coût des présentes, sans préjudice de tous autres dus, intérêts et notamment des frais judiciaires et de ceux d'exécution. | |

4) En cas de vente forcée ordonnée, il est demandé au Juge de l'exécution de fixer la date de l'audience dans un délai compris entre deux et quatre mois à compter du prononcé de la décision.

En outre, le CREDIT LYONNAIS demande au Juge de l'exécution de l'autoriser à faire procéder à la visite des biens saisis par la SELARL LIEURADE, huissiers de justice associés, demeurant 18 rue Parmentier 95200 SARCELLES, dans les jours précédents la vente, avec le concours, si nécessaire, d'un serrurier et de la force publique ou de deux témoins.

Enfin, les dépens devront être passés en frais privilégiés de vente.

PAR CES MOTIFS

Vu notamment les dispositions des articles L311-2, L311-4 et L311-6 et des articles R322-15 à R322-19 du Code des procédures civiles d'exécution,

Il est demandé au Juge de l'exécution de :

- Dire et juger que le CREDIT LYONNAIS, titulaire d'une créance liquide et exigible, agit en vertu d'un titre exécutoire, comme il est dit aux articles L311-2 et L311-4 du Code des procédures civiles d'exécution.

- Dire et juger que la saisie pratiquée porte sur des droits saisissables au sens de l'article L311-6 du Code des procédures civiles d'exécution.

- Statuer sur les éventuelles contestations et demandes incidentes qui pourraient être formées.

- Mentionner la créance du CREDIT LYONNAIS qui s'élève au jour de l'audience d'orientation à la somme 57.760,59 € en principal, frais, intérêts et autres accessoires, les intérêts au taux de 4,60% continuant à courir du 16 septembre 2016 jusqu'à parfait paiement.

- Déterminer les modalités de poursuite de la procédure.

• En cas de vente forcée :

- fixer la date de l'audience d'adjudication ;
- autoriser le CREDIT LYONNAIS à faire procéder à la visite des biens saisis par la SELARL LIEURADE, huissiers de justice associés, demeurant 18 rue Parmentier 95200 SARCHELLES, dans les jours précédents la vente, avec le concours, si nécessaire, d'un serrurier et de la force publique ou de deux témoins ;
- Dire que la publicité de la vente sera faite selon les modalités suivantes : publication dans deux journaux locaux outre un journal d'annonces légales et sur internet et ce, dans les conditions prévues aux articles R322-31 à R322-36 du Code des procédures civiles d'exécution.
- Dire que les dépens seront employés en frais privilégiés de vente.

• En cas de vente amiable autorisée conformément aux dispositions des articles R322-20 à R322-25 du Code des procédures civiles d'exécution :

- Taxer les frais de poursuites qui devront être versés par l'acquéreur en sus du prix de vente ;
- Dire que le prix de cette vente sera consigné entre les mains du séquestre désigné aux termes du cahier des conditions de vente ;
- Dire que les émoluments de la vente amiable seront partagés par moitié entre le notaire rédacteur et l'avocat du créancier poursuivant par application de l'article 37 du décret du 2 avril 1960 du tarif des avoués ;

- En tout état de cause, ordonner la publication au Service de la Publicité Foncière du jugement à intervenir en marge du commandement de payer valant saisie.

LISTE DES PIECES A L'APPUI

1. Acte notarié en date du 16 juillet 2009
2. contrat de prêt
3. Bordereau d'inscription de privilège de prêteur de deniers
4. Tableau d'amortissement
5. Lettre de mise en demeure adressée par le CREDIT LYONNAIS à la SCI CHARAZA IMMO le 10 juillet 2015, valant échéance du terme
6. Commandement de payer valant saisie signifié à la SCI CHARAZA IMMO le 2 mars 2016
7. Décompte de créance au 15 septembre 2016

**J.F. SABOURIN
P. PELTIER
SABOURIN
S. SABOURIN
N. VAYSSOU
HUISSIERS DE
JUSTICE ASSOCIES**
110 Avenue Gabriel Péri
93582
SAINT OUEEN
Tél 01 49 48 17 43
Fax 01 40 10 99 33
sabourin@wanadoo.fr

**PROCES VERBAL de SIGNIFICATION DE :
ASSIGNATION DEVANT LE JUGE DE L'EXECUTION
STATUANT EN MATIERE DE SAISIE IMMOBILIERE
SUIVANT LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 659 DU
CODE DE PROCEDURE CIVILE**

Numéro de l'acte : **MD85416 9**

Référence : **00485180 - Dossier suivi par M. Gilles BRUNEAU (GARGES-LES GONESSE)**

Date de l'acte : **20 Juin 2016**

Cet acte a été remis par Clero Assermenté ou par l'Huissier de Justice dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

POUR : S.C.I. CHARAZA IMMO 137, Blvd de Stalingrad, 93240 STAINS

Sur place, il m'a été impossible de rencontrer une personne présente susceptible de recevoir copie de l'acte, aucune société correspondant à l'identification de la société destinataire ne semblant y avoir son siège social ou un établissement.

J'AI ALORS PROCÉDE AUX DILIGENCES SUIVANTES pour rechercher la société destinataire de l'acte :

J'ai d'abord interrogé un voisin immédiat qui m'a déclaré qu'elle était partie sans laisser d'adresse.

Je l'ai ensuite recherchée en m'informant dans le voisinage immédiat, tant auprès des particuliers que des commerçants du quartier, puis je me suis renseigné à la Mairie, au Commissariat de Police ; je me suis encore renseigné à la Poste où on s'est retranché derrière le secret professionnel pour refuser de me répondre.

Ayant consulté un extrait Kbis récent du Registre du Commerce la concernant, j'ai vérifié que le siège social se trouvait bien à l'adresse indiquée par la partie requérante.

Toutes mes recherches étant demeurées vaines, j'ai dû en conclure qu'elle n'avait plus d'établissement connu au lieu indiqué comme siège social par le Registre du Commerce et qu'aucun autre lieu d'activité n'avait pu être déterminé.

Il est ainsi rappelé qu'aux termes de l'article 653 du Code de Procédure Civile, la date de signification d'un acte d'huissier de justice est, dans le cas mentionné à l'article 659 du Code de Procédure Civile, celle de l'établissement du procès-verbal.

Il est également rappelé les termes de l'article 659 du Code de Procédure Civile ci-après reproduit :

| Coût définitif de l'acte | |
|--------------------------|--------|
| SCT Art. A 444-48 | 7.67 |
| Emolument Art. R444-3 | 53.62 |
| Art A.444-33 | 25.02 |
| T.V.A. 20.00 % | 15.26 |
| Taxe Art. 302 CGI | 13.04 |
| Avis postal | 0.78 |
| L.R.A.R | 6.45 |
| Total T.T.C. Baros | 112.84 |

"Lorsque la personne à qui l'acte doit être signifié n'a ni domicile, ni résidence, ni lieu de travail connus, l'Huissier de Justice dresse un procès-verbal où il relate avec précision les diligences qu'il a accomplies pour rechercher le destinataire de l'acte.

Le même jour, ou au plus tard le premier jour ouvrable suivant, à peine de nullité, l'Huissier de Justice envoie au destinataire, à la dernière adresse connue, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une copie du procès-verbal à laquelle est jointe une copie de l'acte objet de la signification.

Le jour même, l'Huissier de Justice avise le destinataire par lettre simple de l'accomplissement de cette formalité.

Les dispositions du présent article sont applicables à la signification d'un acte concernant une personne morale qui n'a plus d'établissement connu au lieu indiqué comme siège social par le Registre du Commerce et des Sociétés."

Et de tout ce que dessus, j'ai dressé le présent procès-verbal, dont j'ai adressé à la société destinataire de l'acte, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une copie à laquelle est jointe copie de l'acte objet de la signification. Par lettre simple, je l'ai avisée de l'accomplissement de cette formalité, le tout dans le délai fixé par la loi.

Maitre Jean François SABOURIN



Le présent acte comporte 9 feuille(s)


Coût définitif : 111.84 Euros

Visées par moi, conformément à la loi, les mentions relatives à la signification.

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de la demande : F 1551
 Déposée le : 27 10 2016
 Références du dossier : 216 S

Demande de renseignements ⁽¹⁾
(pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

| INFORMATION RELATIVE À LA DEMANDE | IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDÉUR ⁽²⁾ |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> hors formalité <input checked="" type="checkbox"/> sur formalité Opération juridique : _____ Publication du commandement de payer valant saisie en date du : _____ <u>2 mars 2016</u> Service de dépôt : <u>Saint-Leu-La-Forêt 2</u> | M. <u>altre Magali Tardieu Tardieu Confaveux</u> <u>TGLD & ASSOCIES</u> <u>21 rue d'Artois - 75008 PARIS</u> <u>(MTC/SC 22846)</u> Adresse courriel ⁽³⁾ : <u>s.cotellon@tugd-avocats.com</u> Téléphone : <u>01.58.56.75.00</u> |
| CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION | |
| Formalité du _____ Vol _____ N° _____ | A <u>PARIS</u> , le <u>26/04/2016</u> Signature  |

| | |
|--|-------------------------------|
| SOUSCRIPTION | |
| Demande principale : _____ = <u>12</u> € | |
| Nombre de feuilles intercalaires : _____ | |
| - nombre de personnes supplémentaires : _____ x _____ € = <u>0</u> € | |
| - nombre d'immeubles supplémentaires : _____ x _____ € = <u>0</u> € | |
| Frais de renvoi : _____ <u>2,00</u> € | |
| <input checked="" type="checkbox"/> règlement joint <input type="checkbox"/> compte usager | TOTAL = <u>14,00</u> € |

| MODE DE PAIEMENT (cadre réservé à l'administration) | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> numéraire <input type="checkbox"/> chèque ou C.D.C. <input type="checkbox"/> mandat <input type="checkbox"/> virement <input type="checkbox"/> utilisation du compte d'usager : _____ | |
| QUITTANCE : _____ | |

| PROCÉDURE APPLICABLE | |
|--|---|
| - Formalités intervenues depuis le 01/01/1956 (ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur des immeubles). - Depuis le | TERMINI - Date de dépôt de la présente demande (hors formalité). - Date de la formalité énoncée (sur formalité). - Jusqu'auinclusivement. |

⁽¹⁾ Demande à souscrire en **DEUX** exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels les renseignements sont demandés.
⁽²⁾ Identité et adresse postale.
⁽³⁾ Uniquement pour les usagers professionnels.

| IDENTIFICATION DES PERSONNES (personne physique ou morale, dépositaire de la responsabilité de l'état civil, ou, à défaut, du déclarant) | | | |
|--|--|---|---------------------------------------|
| N° | Personnes physiques : Nom Personnes morales : Forme juridique ou dénomination | Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social ⁽⁴⁾ | Date et lieu de naissance N° SIREN |
| 1 | | | |
| 2 | | | |
| 3 | | | |

| DESIGNATION DES IMMEUBLES (indiquer l'adresse à l'adresse cadastrale, ou, à défaut, l'adresse cadastrale, ou, à défaut, l'adresse cadastrale) | | | | |
|---|--|--|------------------|------------------------------|
| N° | Commune (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro) | Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro) | Numéro de volume | Numéro de lot de copropriété |
| 1 | GARGES LES GONESSES | AV 253 | | 4 |
| 2 | | + AV 259 | | |
| 3 | | | | |
| 4 | | | | |
| 5 | | | | |

| CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION | |
|---|--|
| <p><input type="checkbox"/> DEMANDE IRREGULIERE</p> <p>Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :</p> <p> <input type="checkbox"/> défaut d'indication de la nature du renseignement demandé (HF / SF) <input type="checkbox"/> demande non signée et/ou non datée <input type="checkbox"/> insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles <input type="checkbox"/> défaut de paiement <input type="checkbox"/> demande irrégulière en la forme <input type="checkbox"/> autre : _____ </p> | |
| <p><input type="checkbox"/> REPONSE DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE</p> <p>Dans le cadre de la présente demande, le service de la publicité foncière certifie ⁽⁵⁾ qu'il n'existe, dans sa documentation :</p> <p> <input type="checkbox"/> aucune formalité, <input type="checkbox"/> que les _____ formalités indiquées dans l'état ci-joint. <input type="checkbox"/> que les seules formalités figurant sur les _____ faces de copies de fiches ci-jointes. </p> <p style="text-align: right;"> <i>Pour le service de la publicité foncière, le comptable des finances publiques,</i> </p> | |

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

⁽⁴⁾ Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.

⁽⁵⁾ Dans la limite des cinquante années précédant celle de la demande de renseignements (art. 2449 du Code civil).

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
SAINT-LEU-LA-FORET 2**



Demande de renseignements n° 2016F1551
déposée le 27/04/2016, par Maître TARDIEU GALTIER LAURENT
Complémentaire de la demande initiale n° 2016H525 portant sur les mêmes immeubles.
Réf. dossier : MTC/SC 0022846 - SAISIE LCL/CHARAZA IMMO

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Le relevé des formalités publiées pour la période de publication sous FIDJI : du 08/12/2015 au 20/04/2016 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe aucune formalité publiée au fichier immobilier,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :
du 21/04/2016 au 27/04/2016 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe qu'1 formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A SAINT-LEU-LA-FORET 2, le 28/04/2016
Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Alain BERREVILLE

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

CERTIFICAT DE DEPOT DU 21/04/2016 AU 27/04/2016

| Date et Numéro de dépôt | Nature et Rédacteur de l'acte | Date de l'acte | Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Constituants "Prop.Imm./Contre"/Débiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires | Numéro d'archivage Provisoire |
|----------------------------|---|----------------|--|----------------------------------|
| 27/04/2016 D04197 | COMMANDEMENT VALANT SAISIE M SABOURIN huissier SAINT-OUEN | 02/03/2016 | LE CREDIT LYONNAIS CHARAZA IMMO | S00051 |

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 2 pages y compris le certificat.



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
SAINT-LEU-LA-FORET 2
131 Rue d'Ermenont
95328 SAINT LEU LA FORET
Téléphone : 0130406651
Télécopie : 0130406690
Mél. : spf.saint-leu-la-foret2@dgfp.finances.gouv.fr

Maître TARDIEU GALTIER LAURENT
43 RUE DE COURCELLES
75008 PARIS

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récépissé des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 2016F1551

Date : 28/04/2016

PERIODE DE CERTIFICATION : du 08/12/2015 au 27/04/2016

REFERENCE DE LA REQUISITION COMPLETEE : 2016H525

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

| Code | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot | |
|------|--------------------|------------------------|--------|-----|------------|
| 268 | GARGES-LES-GONESSE | AV 252 à AV 253 | | 4 | (A) (A) |

(A) Délivrance des formalités liées à l'assise de la copropriété

Demande de renseignements ⁽¹⁾
(pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

| | |
|----------------------------------|--------------------|
| CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION | |
| N° de la demande : | 4 525 |
| Déposée le : | 15 JAN 2016 |
| Références du dossier : | 895 |

| | | | |
|--|--|---|--|
| RÉQUISITIONS RELATIVES À LA FORMALITÉ | | IDENTIFICATION ET RENSEIGNEMENTS DU DEMANDÉUR ⁽²⁾ | |
| <input checked="" type="checkbox"/> hors formalité <input type="checkbox"/> sur formalité Opération juridique : _____ Service de dépôt : Emont 2 | | M. Magali Tardieu Tardieu Contaveur TGID & ASSOCIES 21 rue d'Adels - 75008 PARIS (MTC/SC 22848) Adresse courriel ⁽³⁾ : magali@tgid-avocats.com Téléphone : 01 56 56 75 00 | |
| CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION | | A PARIS le 04/01/2016 | |
| Formalité du _____ Vol. _____ N° _____ | | Signature | |

| | | |
|--|-------|------------------------|
| Demande principale : | | = 12 € |
| Nombre de feuilles intercalaires : | | |
| - nombre de personnes supplémentaires : | x € = | 0 € |
| - nombre d'immeubles supplémentaires : | x € = | 0 € |
| Frais de renvoi : | | 2,00 € |
| <input checked="" type="checkbox"/> règlement joint <input type="checkbox"/> compte usager | | TOTAL = 14,00 € |

| | |
|--|--|
| MODE DE PAIEMENT (cocher une ou plusieurs cases) | |
| <input type="checkbox"/> numéraire <input type="checkbox"/> chèque ou C.D.C. <input type="checkbox"/> mandat <input type="checkbox"/> virement <input type="checkbox"/> utilisation du compte d'usager | |
| QUITTANCE : | |

| | | | |
|---|-------------------|--|---|
| PÉRIODE DE DÉPENSES | | PÉRIODE DE DÉPENSES | |
| - Formalités intervenues depuis le 01/01/1956 (ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur des immeubles). | - Depuis le _____ | - Date de dépôt de la présente demande (hors formalité). | - Date de la formalité énoncée (sur formalité). |
| | | - Jusqu'au _____ inclusivement. | |

⁽¹⁾ Demande à souscrire en DEUX exemplaires auprès du service de la publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels les renseignements sont demandés.
⁽²⁾ Identité et adresse postale.
⁽³⁾ Uniquement pour les usagers professionnels.

| N° | Personnes physiques : Personnes morales : | Nom Forme juridique ou dénomination | Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social ⁽⁴⁾ | Date et lieu de naissance N° SIREN |
|----|--|--|---|---------------------------------------|
| 1 | | | | |
| 2 | | | | |
| 3 | | | | |

| N° | Commune (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro) | Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro) | Numéro de volume | Numéro de lot de copropriété |
|----|--|---|---------------------|---------------------------------|
| 1 | GARGES LES GONNESSES | AV 263 | | 4 |
| 2 | | AV 258 | | |
| 3 | | | | |
| 4 | | | | |
| 5 | | | | |

| CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> DEMANDE IRRÉGULIÈRE | |
| Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) : | |
| <input type="checkbox"/> défaut d'indication de la nature du renseignement demandé (HR / SF) | <input type="checkbox"/> demande non signée et/ou non datée |
| <input type="checkbox"/> insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles | <input type="checkbox"/> défaut de paiement |
| <input type="checkbox"/> demande irrégulière en la forme | <input type="checkbox"/> autre : |
| <input type="checkbox"/> REPONSE DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE | |
| Dans le cadre de la présente demande, le service de la publicité foncière certifie ⁽⁵⁾ qu'il n'existe, dans sa documentation : | |
| <input type="checkbox"/> aucune formalité. | |
| <input type="checkbox"/> que les formalités indiquées dans l'état ci-joint. | |
| <input type="checkbox"/> que les seules formalités figurant sur les faces de copies de fiches ci-jointes. | |
| 1e | |
| Pour le service de la publicité foncière, le comptable des finances publiques, | |

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent :
elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

⁽⁴⁾ Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.

(5) Dans la limite des cinquante années précédant celle de la demande de renseignements (art. 2449 du Code civil).

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
SAINT-LEU-LA-FORET 2



Demande de renseignements n° 2016H525 (03)
déposée le 15/01/2016, par Maître TARDIEU GALTIER LAURENT

Réf. dossier : MTC/SC 22846 - RSU GARGES AV253 LOT 4

CERTIFICAT

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(*) qui contient les éléments suivants:

- Les copies des fiches hypothécaires pour la période de publication antérieure à FIDJI : du 01/01/1966 au 02/07/2000
[x] Il n'existe au fichier immobilier que les seules formalités figurant sur les 4 faces de copies de fiches ci-jointes,
- Le relevé des formalités publiées pour la période de publication sous FIDJI : du 03/07/2000 au 07/12/2015 (date de mise à jour fichier)
[x] Il n'existe que les 11 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande : du 08/12/2015 au 15/01/2016 (date de dépôt de la demande)
[x] Il n'existe aucune formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A SAINT-LEU-LA-FORET 2, le 18/01/2016
Pour le Service de la Publicité Foncière,
Le comptable des finances publiques,
Alain BERREVILLE

(*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

[illegible]

1 - DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

SECTION A of du

III - FORMALITÉS CONCERNANT L'INDICIBLE DÉSIGNÉ CI-CONTRE (en la 1^{re} le cas possible)

RUE : Marcel Bouryogne

Nº 41

Lot 4 -

David S. Kozminski

[illegible]

[illegible]

| | | | |
|--|----------------------------|------------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 1 | Date de dépôt : 25/05/2001 | Référence d'enlèvement : 2001P2809 | Date de l'acte : 23/05/2001 |
| Nature de l'acte : PROCES-VERBAL DE REMANEMENT | | | |
| Rédacteur : ADM CDIF ERMONT / ERMONT | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2001P2809/UD32 :

| Ancienne Désignation | | | | | Nouvelle désignation | | | | | | |
|----------------------|------|-----|------|-----|----------------------|--------------------|------|-----|------|-----|-----|
| Commune | Prix | Sec | Plan | Vol | Lot | Commune | Prix | Sec | Plan | Vol | Lot |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 224 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 242 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 413 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 243 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 414 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 245 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 152 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 246 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 151 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 247 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 150 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 248 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 154 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 249 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 155 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 250 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 188 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 251 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 189 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 252 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 187 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 253 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 156 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 254 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 157 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 255 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 393 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 257 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 164 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 259 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 162 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 260 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 163 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 261 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 246 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 262 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 166 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AV | 263 | | |

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1966 AU 07/12/2015

Disposition n° 1 de la formalité 2001P2809/UD32 :

| Ancienne Désignation | | | | Nouvelle désignation | | | |
|----------------------|-----|------|------|----------------------|-----|--------------------|-----|
| Commune | Pfx | Sect | Plan | Vol | Lot | Commune | Pfx |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 167 | | | GARGES-LES-GONESSE | AV |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 168 | | | GARGES-LES-GONESSE | AV |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 229 | | | GARGES-LES-GONESSE | AV |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 169 | | | GARGES-LES-GONESSE | AV |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 230 | | | GARGES-LES-GONESSE | AV |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 171 | | | GARGES-LES-GONESSE | AV |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 260 | | | GARGES-LES-GONESSE | AV |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 174 | | | GARGES-LES-GONESSE | AV |

Disposition n° 2 de la formalité 2001P2809/UD32 :

| Immeuble Mère | | | | Immeuble Fille | | | |
|--------------------|-----|------|-----------|----------------|-----|--------------------|-----|
| Commune | Pfx | Sect | Plan | Vol | Lot | Commune | Pfx |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 409 | | | GARGES-LES-GONESSE | AV |
| | | AE | 411 | | | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 256 | | | GARGES-LES-GONESSE | AV |
| | | AE | 258 | | | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 158 | | | GARGES-LES-GONESSE | AV |
| | | AE | 394 | | | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 160 à 161 | | | GARGES-LES-GONESSE | AV |
| GARGES-LES-GONESSE | | AE | 172 à 173 | | | GARGES-LES-GONESSE | AV |

N° d'ordre : 2 Date de dépôt : 16/08/2001

Référence de dépôt : 2001D8817

Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Vol 2001P N° 2809

Rédacteur : /

Disposition n° 1 de la formalité 2001D8317 :

ERREUR DU SERVICE : il a été omis le descriptif dans les UD 24/25/26/27/29 du PV DE REMANIEMENT publié le 25/05/2001 soit les réunions suivantes
AC 103/105/107/109 réunis sous AT8
AC147/150 réunis sous AT 9
AC163/193 réunis sous AT 18
AC20/117 réunis sous AT 50
AE 384/385/387 réunis sousAV 11
AE8/9/10/11/12 réunis sousAV 18
AE 227/228 réunis sous AV 23
AE19/231/234 réunis sousAV 25
AE232/233 réunis sous AV 27
AE334/335 réunis sous AV 46
AE 356/357 réunis sous AV 47
AE358/359 réunis sous AV48
AE360/361 réunis sous AV49
AE81/82 réunis sous AV 129

| | | |
|---|----------------------------|-------------------------------|
| N° d'ordre : 3 | Date de dépôt : 19/01/2004 | Référence de dépôt : 2004D588 |
| Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Vol 2001P N° 2809 | | |
| Rédacteur : / | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2004D588 : PV RECTIFICATIF DE REMANIEMENT VOL 2001 P 2809

| Ancienne Désignation | | | | | Nouvelle désignation | | | | |
|----------------------|------|-----|------|-----|----------------------|--------------------|------|-----|------|
| Commune | Prix | Sec | Plan | Vol | Lot | Commune | Prix | Sec | Plan |
| GARGES-LES-GONESSE | AX | 335 | | | | GARGES-LES-GONESSE | AK | 7 | |
| GARGES-LES-GONESSE | AX | 336 | | | | GARGES-LES-GONESSE | AK | 6 | |
| GARGES-LES-GONESSE | AX | 337 | | | | GARGES-LES-GONESSE | AK | 5 | |

Complément : Trois changements de désignation omis dans le PV de remaniement.

| | | |
|--|----------------------------|--------------------------------|
| N° d'ordre : 4 | Date de dépôt : 16/07/2004 | Référence de dépôt : 2004D7365 |
| Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE du 19/01/2004 Vol 2004D N° 588 de la formalité initiale du 25/05/2001 Vol 2001P N° 2809 | | |
| Rédacteur : / | | |
| 8 | | |
| Demande de renseignements n° 2016H525 | | |

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1966 AU 07/12/2015

Disposition n° 1 de la formalité 2004D7365 :

| Ancienne Désignation | | | | | Nouvelle désignation | | | | | | |
|----------------------|-----|-----|------|-----|----------------------|--------------------|-----|-----|------|-----|-----|
| Commune | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot | Commune | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot |
| GARGES-LES-GONESSE | | AK | 5 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AX | 337 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AK | 6 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AX | 336 | | |
| GARGES-LES-GONESSE | | AK | 7 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AX | 335 | | |

Complément : Correction du 2004 D 588 inversion des parcelles nouvelles et anciennes.

Complément : Correction du 2004 D 588 inversion des parcelles nouvelles et anciennes.

| | | | |
|---|----------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 5 | Date de dépôt : 10/11/2005 | Référence d'enlissement : 2005P6320 | Date de l'acte : 30/09/2005 |
| Nature de l'acte : VENTE | | | |
| Rédacteur : NOT MATHIEU JEAN JACQUES / STAINS | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2005P6320 :

| Disposant, Donateur | | Date de naissance ou N° d'identité | |
|-------------------------|---------------------------|------------------------------------|--------|
| Numéro | Désignation des personnes | | |
| 1 | ABBELOOS | 22/11/1948 | |
| 2 | DE COKER | 29/12/1960 | |
| 3 | DE COKER | 12/08/1963 | |
| 4 | DE COKER | 14/03/1970 | |
| 5 | DE COKER | 10/07/1983 | |
| Bénéficiaire, Donataire | | Date de naissance ou N° d'identité | |
| Numéro | Désignation des personnes | | |
| 6 | ZANZAN | 26/09/1982 | |
| Immeubles | | | |
| Bénéficiaires | Droits | Commune | |
| 6 | TP | GARGES-LES-GONESSE | |
| | | Désignation cadastrale | Volume |
| | | AV 252 à AV 253 | Lot |

RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1966 AU 07/12/2015

Disposition n° 1 de la formalité 2005P6320 :

Immeubles

| Beneficiaires | Droits | Commune | Désignation cadastrale | Volume | Lot |
|---------------|--------|---------|------------------------|--------|-----|
| 6 | TP | | | | 4 |

DI : Droits indivis CO : Constructions DO : Domancier EMI : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur
 RI : Individu en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenayer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision
 US : Usufruit

Prix / évaluation : 54.885,00 EUR

| | | |
|---|----------------------------|--------------------------------|
| N° d'ordre : 6 | Date de dépôt : 25/01/2007 | Référence de dépôt : 2007D1127 |
| Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Vol 2001P N° 2809 | | |
| Rédacteur : / | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2007D1127 : PROCES-VERBAL DE REMANIEMENT DU 23/05/2001

Correction effectuée dans le cadre de l'apurement des BÉD.

Entreur du service : c'est à tort et par erreur si dans la formalité corrigée ce jour, la tâche "LIER BED" avait été effectuée entre deux mauvaises assises de copropriété.

Lors du remanement, la parcelle sise à GARGES LES GONNESSE et cadastrée AC 269 est devenue AT 1.

Suite à ce changement, la copropriété qui était cadastrée GARGES LES GONNESSE AC 269 et AC 270 (BED 33642) et GARGES LES GONNESSE AT 1 et AT 73 (BED 33661), a été effectuée entre deux mauvaises assistes de copropriété GARGES LES GONNESSE AC 269 et AC 270 (BED 33642) et GARGES LES GONNESSE AT 1 et AT 73 (BED 33661).

Cette correction a permis d'annuler le "LIER BED" erroné et d'effectuer le bon "LIER BED" entre les BED 5367 et 58537.

| | | |
|---|----------------------------|--------------------------------|
| N° d'ordre : 7 | Date de dépôt : 05/02/2007 | Référence de dépôt : 2007D1752 |
| Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Vol 2001P N° 2809 | | |
| Rédacteur : / | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2007D1752 : PROCES VERBAL DE REMANIEMENT DU 23/05/2001

| Antenne Désignation | | | | | Nouvelle désignation | | | | | | |
|---------------------|-----|-----|------|-----|----------------------|--------------------|-----|-----|------|-----|-----|
| Commune | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot | Commune | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot |
| GARGES-LES-GONNESE | AH | 12 | | | | GARGES-LES-GONNESE | AX | | 111 | | |

Demande de renseignements n° 2016H525

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1966 AU 07/12/2015

Disposition n° 1 de la formalité 2007D1752 : PROCES VERBAL DE REMANIEMENT DU 23/05/2001

| Ancienne Désignation | | | | Nouvelle désignation | | | | | | | |
|---|-----|-----|------|----------------------|-----|--------------------|-----|-----|------|-----|-----|
| Commune | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot | Commune | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot |
| GARGES-LES-GONESSE | | AH | I3 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AX | I13 | | |
| Complément : C'est à tort et par erreur que ces changements de désignation ont été omis dans la formalité corrigée ce jour. Suite à ces changements, la copropriété, qui était auparavant cadastrée AH I2 et AH I3, est désormais cadastrée AX I11 et AX I13. Pour le service : la tâche lier "BED" avait malgré tout été faite dans la formalité initiale. | | | | | | | | | | | |

Disposition n° 2 de la formalité 2007D1752 : PROCES VERBAL DE REMANIEMENT DU 23/05/2001

| Ancienne Désignation | | | | Nouvelle désignation | | | | | | | |
|----------------------|-----|-----|------|----------------------|-----|--------------------|-----|-----|------|-----|-----|
| Commune | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot | Commune | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot |
| GARGES-LES-GONESSE | | AH | I7 | | | GARGES-LES-GONESSE | | AX | I18 | | |

Complément : C'est à tort et par erreur que ce changement de désignation ont été omis dans la formalité corrigée ce jour.
Suite à ce changement, la copropriété, qui était auparavant cadastrée AH I7, est désormais cadastrée AX I18.
Pour le service : la tâche lier "BED" avait malgré tout été faite dans la formalité initiale.

| | | |
|---|----------------------------|---------------------------------|
| N° d'ordre : 8 | Date de dépôt : 09/11/2007 | Référence de dépôt : 2007D13458 |
| Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Vol 2001P N° 2809 | | |
| Rédacteur : / | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2007D13458 :

| Ancienne Désignation | | | | Nouvelle désignation | | | | | | | |
|----------------------|-----|-----|------|----------------------|-----|--------------------|-----|-----|------|-----|-----|
| Commune | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot | Commune | Pfx | Sec | Plan | Vol | Lot |
| GARGÈS-LES-GONESSE | | AC | 19 | | | GARGÈS-LES-GONESSE | | AT | 49 | | |

Complément : C'est à tort et par erreur que, lors du PV de remaniement, la parcelle AC 19 a reçu pour nouvelle désignation AC 49, alors qu'il s'agit de AT 49.

| | | | |
|---|----------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 9 | Date de dépôt : 10/08/2009 | Référence d'enlissement : 2009P3429 | Date de l'acte : 16/07/2009 |
| Nature de l'acte : VENTE | | | |
| Rédacteur : NOT Jean-Jacques MATHIEU / STAINS | | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2009P3429 :

Disposant, Donateur

Nom : ZANZAN

Prénoms : ZANZAN

Date de naissance ou N° d'identité : 26/09/1982

Statut : Bénéficiaire, Donataire

Nom : CHARAZA IMMO

Prénoms : CHARAZA IMMO

Date de naissance ou N° d'identité : 508 515 996

Statut : Bénéficiaire

Nom : GARGES-LES-GONESSE

Prénoms : GARGES-LES-GONESSE

Date de naissance ou N° d'identité : 4

Prix / évaluation : 63.000,00 EUR

N° d'ordre : 10

Date de dépôt : 10/09/2009

Référence d'enlèvement : 2009V2526

Date de l'acte : 16/07/2009

Nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS

Rédacteur : NOT MATHIEU JEAN JACQUES / STAINS

Domicile élu : STAINS en l'étude

Disposition n° 1 de la formalité 2009V2526 :

Créanciers

Nom : LE CREDIT LYONNAIS

Prénoms : LE CREDIT LYONNAIS

Date de Naissance ou N° d'identité

12

Demande de renseignements n° 2016H525

RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1966 AU 07/12/2015

Disposition n° 1 de la formalité 2009V2526 :

| Débiteurs | | Date de Naissance ou N° d'identifié | |
|---|---------------------------|-------------------------------------|------------------------|
| Numéro | Désignation des personnes | | |
| 1 | CHARAZA IMMO | | 508 515 996 |
| Immeubles | | | |
| Débiteurs | Droits | Commune | Désignation cadastrale |
| | | GARGES-LES-GONESSE | AV 252 à AV 253 |
| | | | Volume |
| | | | Lot |
| | | | 4 |
| Montant Principal : 63.000,00 EUR Accessoires : 12.600,00 EUR Taux d'intérêt : 4,60 % | | | |
| Date extrême d'exigibilité : 09/07/2031 Date extrême d'effet : 09/07/2032 | | | |

| | | |
|---|----------------------------|--------------------------------|
| N° d'ordre : 11 | Date de dépôt : 17/09/2010 | Référence de dépôt : 2010D9323 |
| Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Vol 2001P N° 2809 | | |
| Rédacteur : / | | |

Disposition n° 1 de la formalité 2010D9323 : PROCES VERBAL DE REMANIEMENT DU 23/05/2001

ERREUR DU SERVICE : c'est à tort et par erreur, s'il a été omis d'indiquer, lors du remaniement, que la copropriété qui était cadastrée AM 73, serait désormais cadastrée AO 287.
Pour le service : les lots n'avaient pas été identifiés et la tâche "Lier Bet" n'avait pas été effectuée.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 13 pages y compris le certificat.



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE
SAINT-LEU-LA-FORET 2
131 Rue d'Ermon
95328 SAINT LEU LA FORET
Téléphone : 0130406631
Télécopie : 0130406690
Mél. : spf.saint-leu-la-foret2@dgfip.finances.gouv.fr

Maître TARDIEU GALTIER LAURENT
43 RUE DE COURCELLES
75008 PARIS

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles comprises de Fidji pour la délivrance des formalités publiques et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 2016H525

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1966 au 15/01/2016

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

| Code | Commune | Désignation cadastrale | Volume |
|------|---------------------|------------------------|--------|
| 268 | GARGES-LES-GONNESSE | AV 252 à AV 253 | |

Lot

4

(A) Délivrance des formalités liées à l'assise de la copropriété

(A)
(AA)

FORMALITES PUBLIEES

| | | | |
|----------------|--|-------------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 1 | date de dépôt : 25/05/2001 | références d'enlèvement : 2001P2809 | Date de l'acte : 23/05/2001 |
| | nature de l'acte : PROCES-VERBAL DE REMANIEMENT | | |
| N° d'ordre : 2 | date de dépôt : 16/08/2001 | références d'enlèvement : 2001D8817 | |
| | nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Vol 2001P N° 2809 | | |
| N° d'ordre : 3 | date de dépôt : 19/01/2004 | références d'enlèvement : 2004D588 | |
| | nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Vol 2001P N° 2809 | | |
| N° d'ordre : 4 | date de dépôt : 16/07/2004 | références d'enlèvement : 2004D7365 | |
| | nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE du 19/01/2004 Vol 2004D N° 588 de la formalité initiale du 25/05/2001 Vol 2001P N° 2809 | | |
| N° d'ordre : 5 | date de dépôt : 10/11/2005 | références d'enlèvement : 2005P6320 | Date de l'acte : 30/09/2005 |
| | nature de l'acte : VENTE | | |

| | | | |
|-----------------|---|---------------------------------------|-----------------------------|
| N° d'ordre : 6 | date de dépôt : 25/01/2007 | références d'enlissement : 2007D1127 | |
| | nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Vol 2001P N° 2809 | | |
| N° d'ordre : 7 | date de dépôt : 05/02/2007 | références d'enlissement : 2007D1752 | |
| | nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Vol 2001P N° 2809 | | |
| N° d'ordre : 8 | date de dépôt : 09/11/2007 | références d'enlissement : 2007D13458 | |
| | nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Vol 2001P N° 2809 | | |
| N° d'ordre : 9 | date de dépôt : 10/08/2009 | références d'enlissement : 2009P3429 | Date de l'acte : 16/07/2009 |
| | nature de l'acte : VENTE | | |
| N° d'ordre : 10 | date de dépôt : 10/09/2009 | références d'enlissement : 2009V2526 | Date de l'acte : 16/07/2009 |
| | nature de l'acte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS | | |
| N° d'ordre : 11 | date de dépôt : 17/09/2010 | références d'enlissement : 2010D9323 | |
| | nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 25/05/2001 Vol 2001P N° 2809 | | |